

N° 4

FAIT SPORTIF FAIT TECHNIQUE

INTITULÉ DE L'ÉPREUVE : _____

LIEU DE L'ÉPREUVE : Aigues-Vives ()DATE DE L'ÉPREUVE : 25-27/10/2024FAIT SURVENU PENDANT : **Manche Qualificative 1**DONT LE DÉPART A EU LIEU À (HEURE/MINUTES) : 26/10/2024 - 15:50LE PILOTE N° : 126 NOM : LECLERC PRÉNOM : YannickCATÉGORIE : KZ2-Mast-Gent N° DE LICENCE : CSKZ2/126

NATURE DE L'INFRACTION CONSTATÉE :

Mouvement du kart pendant que les feux rouges étaient allumés pendant la procédure de départ, (signalé par le juge de fait). Cette infraction est une violation de la procédure de départ suivant l'Art.2.20a des Prescriptions Générales CIK-FIA 2023. Après avoir convoqué le concurrent et entendu celui-ci, la Commission Sportive inflige au concurrent une sanction suivant l'article 2.20a des Prescriptions Générales CIK-FIA 2023, départ à l'arrêt pour les karts à boîte de vitesses (circuits courts). Il est rappelé au Concurrent que, conformément aux Art. 26 des Prescriptions Spécifiques et 12.3 et 12.3.4 du Code CIK-FIA 2024, la pénalité n'est pas susceptible d'appel.

NOM ET FONCTION DE LA PERSONNE AYANT CONSTATÉ L'INFRACTION :

ALESSI Daniel CS

DÉCISION DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES SPORTIFS :

PENALITE DE 5 SEC

DÉCISION COMMUNIQUÉE AU PILOTE/CONCURRENT :

LECLERC YannickDATE : 26/10/2024 À (HEURE/MINUTES) : 16:05

MEMBRES DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES SPORTIFS

PRÉSIDENT DU COLLÈGE

NOM/PRÉNOM : NAVARRO Bernard (FRA)N° LICENCE : 59108

SIGNATURE :

COMMISSAIRE SPORTIF

NOM/PRÉNOM : TISTOUNET SandrineN° LICENCE : 210400

SIGNATURE :

COMMISSAIRE SPORTIF

NOM/PRÉNOM : ALESSI DanielN° LICENCE : 61823

SIGNATURE :

SIGNATURES

PILOTE

CONCURRENT*

TUTEUR

HEURE D'AFFICHAGE
(HEURE/MINUTES)

DIFFUSION (1 EXEMPLAIRE) : COMMISSION SPORTIVE, AFFICHAGE, CHRONOMÉTRAGE

* Le soussigné reconnaît avoir été informé de la décision ci-dessus, prise à son encontre, ainsi que du motif la justifiant. Il reconnaît, par ailleurs, avoir reçu copie de la présente notification et avoir été informé des voies de recours : DROIT D'APPEL, Règlementation ASN et des conséquences qui en découlent (juridiques et financières).

Le concurrent doit déclarer, par écrit, dans l'heure qui suit la notification ou la publication de la décision, au Directeur de course ou à un Commissaire Sportif, son intention de faire appel. Il doit joindre impérativement à cette déclaration d'appel une caution d'appel de : 3 300 € (appel national FFSA en 2014). Il devra confirmer son intention en envoyant sa lettre à l'ASN dans les formes et délais prévus par les règlements applicables.